



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°23

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les élections législatives sont la consultation populaire la plus ancienne et la plus répandue dans le monde. Exerçant une influence majeure sur la vie politique française, elles ont classiquement lieu tous les cinq ans... sauf en cas de dissolution de l'Assemblée nationale.

Les conditions de candidature

Les conditions minimales pour être candidat à un scrutin législatif sont énumérées aux articles L 44 et 45 du Code électoral :

- Posséder la nationalité française
- Être âgé d'au moins 23 ans
- Avoir satisfait aux obligations imposées par le Code du service national

Pour autant, ces conditions sont nécessaires mais pas suffisantes, car il faut aussi ne pas être en situation d'inéligibilité, or ces situations sont multiples.

Outre les inéligibilités prononcées par l'autorité judiciaire (condamnation entraînant la perte des droits civiques, jugement déclarant inéligible le dirigeant d'une société en faillite, inéligibilité relative à la violation des dispositions électorales), certaines fonctions professionnelles interdisent à leurs titulaires d'être candidat à une élection : préfets, recteurs, magistrats des tribunaux, commissaires de police...

A noter que ces inéligibilités sont dites « relatives » : elles interdisent d'être candidat dans une circonscription qui est du ressort de leur compétence professionnelle (un département, une académie...) mais il reste possible d'être candidat en dehors de cette zone géographique.

Le mode de scrutin et la campagne électorale

Le mode de scrutin des élections législatives est fixé par une loi ordinaire et non par la Constitution ; il s'agit d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours, mais chaque candidat se présente avec un suppléant qui le remplace à l'Assemblée nationale en cas de nomination au gouvernement (ou de décès).

Généralement, seuls les deux candidats arrivés en tête au premier tour participent au second tour mais des situations triangulaires peuvent se produire : tout candidat qui réunit les suffrages de 12,5% des électeurs inscrits peut être présent au second tour.

La campagne électorale débute 20 jours avant la date du premier tour du scrutin. Comme pour l'élection présidentielle, le principe de l'égalité de traitement des candidats est le principe-clé de la campagne électorale, ce qui se traduit par exemple par la comptabilité du temps de présence dans les médias et du volume des articles accordés à chaque candidat, par la mise à disposition de panneaux d'affichages ainsi que l'impression et l'expédition d'une profession de foi adressée à tous les électeurs.

La réglementation des dépenses de campagne

Les dépenses électorales pendant les campagnes législatives sont plafonnées en fonction du nombre d'électeurs de la circonscription : il y a un socle de 38 000 € auxquels viennent s'ajouter 0,15 € par habitant de la circonscription (article L52-11 du Code électoral).

Le contentieux électoral

L'article 59 de la Constitution prévoit que « le Conseil constitutionnel statue, en cas de contestation, sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs. » La procédure contentieuse est régie par l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel : l'élection d'un député peut être contestée dans les 10 jours qui suivent la proclamation des résultats du scrutin.

Ces dernières années, le Conseil constitutionnel a surtout à traiter des contestations qui n'existaient pas avant (et pour cause...), celles qui sont relatives aux lois sur la transparence financière et le financement des campagnes électorales, notamment lorsque les comptes de campagnes n'ont pas été déposés ou lorsque ceux-ci présentent des irrégularités. La principale sanction encourue est alors une inéligibilité d'un an pour le candidat concerné.